



**SECTION DES COTES D'ARMOR
CAPL MUTATIONS CATEGORIE B
du 5 juillet 2011**

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président

C'est dans un contexte social extrêmement tendu que nous participons aujourd'hui à la CAPL des mutations des agents de la catégorie B gestion fiscale.

Le gouvernement a dévoilé le volet dépenses du projet de budget 2012 et a confirmé sa volonté de poursuivre sa politique de suppressions d'un emploi de fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Les ministères économique et financier sont, encore une fois, parmi les plus touchés par cette hémorragie des emplois publics.

Avec respectivement pour le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie – 245 et pour le ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat – 2870, le taux de non remplacement atteint pour certaines directions 70 %.

Depuis maintenant plus de 10 ans, ce sont près de 24 000 emplois qui ont été supprimés dans les directions rattachées à Bercy, soit 15 % des effectifs !

A ce jour, aucun bilan n'est venu démontrer l'efficacité des réformes engagées depuis 5 ans: création de la DGFIP, suppression de la moitié des bureaux de dédouanement, éclatement de la DGCCRF, développement de CHORUS, etc...

Et pourtant les ministres s'entêtent dans leur politique de destruction des services publics économique et financier et de suppressions d'emplois.

Il suffit pourtant d'aller à la rencontre des agents pour constater que les conditions de travail se dégradent chaque jour avec une souffrance au travail de plus en plus marquée par des drames humains. En date du 24 juin dernier, l'un de nos collègues a tenté de mettre fin à ses jours en plein CHS ministériel après avoir évoqué son mal-être au travail et la pression de sa hiérarchie.

Au moment où les plus hauts responsables et dirigeants des services de l'Etat commencent à mettre en doute les effets de la RGPP, le gouvernement tend à accélérer cette politique de destruction du service public. L'analyse de Force Ouvrière se rapproche de celle du médiateur de la République qui constate, dans son dernier rapport, que ces réformes augmentent la complexité du système administratif et que le manque de moyens et de personnel des services publics se traduit par un service "dégradé, plus complexe et moins accessible". "Les réformes de notre pays se font trop vite sans que les dommages collatéraux qu'elles induisent en soient suffisamment mesurés", dit-il. Le rapport revient également sur la perte de sens et de compréhension des personnels du service public dans leurs actions: toujours plus de directives et de textes, toujours moins de moyens et d'effectifs pour la réalisation des missions publiques et pour répondre aux besoins des usagers.

Force Ouvrière demande:

- **L'amélioration des conditions de travail, qu'elles soient matérielles ou humaines.**
- **La prise en charge du stress des agents.**
- **La fin des suppressions d'emplois.**
- **L'arrêt de toutes les réformes telles qu'elles sont menées.**
- **L'abrogation de la loi sur la mobilité.**
- **La fin de la RGPP.**